

## La mixité sociale au collège, chantier épineux à nouveau sur la table

( ), (AFP) -

La répartition sociale des élèves dans les collèges révèle un manque de mixité criant, notamment entre public et privé. Un phénomène déjà connu, mais qui ne cesse de s'accroître et dont Pap Ndiaye veut faire "une priorité".

C'est une première: le ministère de l'Éducation a été contraint mi-octobre à publier les Indices de position sociale (IPS) des collèges et écoles élémentaires, à la suite d'une décision de justice. Créé pour cerner les difficultés des établissements, cet indice mesure la situation sociale des élèves, selon la profession des parents, les pratiques culturelles, etc.

Plus l'indice est élevé, plus l'élève évolue dans un contexte favorable aux apprentissages.

Selon ces données pour l'année scolaire 2020/21, sur les dix premiers collèges en termes d'IPS, un seul est public. Sur les cent premiers, 81 sont privés sous contrat (mêmes programmes que dans le public, professeurs financés par l'État). Et sur les 100 établissements avec les IPS les plus faibles, ne figure qu'un seul du privé.

Ces résultats confirment une étude publiée en juillet par la Depp, l'agence des statistiques du ministère, qui montrait que le privé scolarise de plus en plus d'élèves favorisés au collège depuis 1989.

"La ségrégation scolaire est très forte. Elle contribue à l'importante inégalité de réussite des élèves selon leur origine sociale", déclare à l'AFP le sociologue Pierre Merle, spécialiste des questions scolaires.

La sociologue Marie Duru-Bellat rappelle que la "concentration des élèves faibles dans les établissements populaires" est très prononcée en France.

Les enquêtes PISA de l'OCDE, menées tous les trois ans, montrent que la France est l'un des pays où l'origine sociale des élèves pèse le plus sur leur réussite scolaire.

"Cette ségrégation considérable des établissements scolaires se retrouve dans toutes les grandes villes et dans des villes moyennes", analyse Julien Grenet, du CNRS et spécialiste du sujet.

- "Un pavé dans la mare" -

À la rentrée 2021, plus de 92.000 élèves étaient scolarisés dans un collège très défavorisé situé à proximité d'un collège favorisé, selon une étude publiée mardi par les doctorants Youssef Souidi et Hugo Botton, en s'appuyant sur les IPS.

Dans 85% des cas, le collège favorisé est privé, ajoutent ces chercheurs, qui ont étudié la situation d'établissements à moins de 15 minutes à pied les uns des autres (sur près de 7.000 collèges). Cette ségrégation existe aussi, dans une moindre mesure, entre établissements publics proches.

Plusieurs initiatives ont été menées en France, notamment en 2016 sous l'impulsion de Najat Vallaud-Belkacem (socialiste), alors ministre de l'Éducation: une vingtaine d'expérimentations impliquant des collèges publics en partenariat avec les collectivités locales, notamment à Toulouse et à Paris.

À Paris, trois secteurs bi-collèges ont été créés, en fusionnant la sectorisation d'établissements à la sociologie contrastée, dans les 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> arrondissements. Avec des résultats encourageants, après des débuts tumultueux. Pour les lycées, une réforme de la procédure d'affectation (Afflernet) a été lancée en 2021 pour améliorer la mixité dans la capitale.

Si la mixité sociale fut peu évoquée par le précédent ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer, Pap Ndiaye a assuré vouloir en faire "une priorité". En publiant les indices IPS, "on a un point d'appui qui va nous permettre d'agir", a-t-il dit la semaine dernière. Et l'enseignement privé doit "prendre sa part dans les initiatives".

Car l'inscription dans un établissement privé permet de contourner la carte scolaire (affectation des élèves dans les écoles et collèges selon leur domicile). Pour Julien Grenet, "l'évitement vers le privé est le cœur du problème", "c'est le volet sur lequel il n'y a rien eu de fait".

Pour Jean-Paul Delahaye, numéro 2 du ministère entre 2012 et 2014, "il va falloir s'interroger sur les contreparties que nous demandons à un enseignement privé financé à 73% par des crédits publics". "Les IPS, c'est un pavé jeté dans la mare."





PAYS :France  
SURFACE :96 %  
PERIODICITE :Quotidien



► 17 novembre 2022 - Edition Fil Gen

Afp le 17 nov. 22 à 14 10.

